

De Budapest à Minsk :

les leçons à tirer des négociations avec la Russie

Alors qu'elle mène depuis plus de trois ans une invasion de l'Ukraine aussi brutale qu'il-légale, la Russie est malgré tout parvenue à se refaire une place dans le jeu diplomatique, à la faveur du retour à la Maison Blanche de Donald Trump. En déroulant le tapis rouge au dictateur russe en Alaska, le 15 août dernier, le président américain a non seulement fait voler en éclats les efforts des Occidentaux pour mettre la Russie au ban de la communauté internationale, mais également suscité l'incompréhension de ses partenaires européens qui se sentent menacés par Moscou.

La volonté régulièrement affichée par Donald Trump de mettre fin au conflit le plus rapidement possible dans l'espoir de se voir décerner le prix Nobel de la paix, fait en effet craindre aux capitales européennes que la paix qu'il souhaite obtenir ne soit favorable à l'agresseur. Dès lors, les dirigeants européens tentent de se montrer unis, tant pour maintenir la pression sur Moscou que pour accroître le soutien à Kyiv. Pendant que

Donald Tusk rappelait « qu'en 1994, l'Ukraine avait déjà obtenu des garanties sur son intégrité territoriale de la part des États-Unis, de la Russie et du Royaume-Uni¹ », une armada de sept dirigeants européens se rendait à Washington, le 18 août, aux côtés de Volodymyr Zelensky pour convaincre le président américain de tenir tête à son homologue russe.

Si les Européens se montrent plus méfiants que les États-Unis à l'égard de la Russie, c'est à la fois parce que plusieurs anciens membres du bloc soviétique gardent une mémoire vive du joug russe, parce que leur sécurité collective est directement menacée, et parce que la Russie a déjà fait preuve, par le passé, de son peu de considération pour les accords relatifs à la souveraineté et à l'intégrité de l'Ukraine.

ÉLARGISSEMENT
& GRANDE
EUROPE

DÉCRYPTAGE
OCTOBRE 2025

Jules Bigot,
Contributeur à
l'Institut Jacques
Delors

1 <https://www.politico.eu/article/polish-pm-donald-tusk-criticizes-budapest-possible-ukraine-talks-venue-putin-zelenskyy/>

I • Budapest, 1994 – Les promesses oubliées

À la chute de l'URSS, l'Ukraine, en tant qu'État indépendant, disposait du troisième arsenal nucléaire mondial². La fin de la guerre froide, période de prolifération importante d'armes nucléaires, conduisit les grandes puissances de l'époque à tenter de limiter leur dispersion à travers le globe. Des initiatives se mirent alors en place au niveau international pour organiser le désarmement des États héritiers de l'arsenal nucléaire soviétique. En 1992, le protocole de Lisbonne fut conclu, lequel prévoyait la restitution, par l'Ukraine, le Kazakhstan et le Bélarus, de leurs ogives nucléaires à la Russie.

Les grandes puissances occidentales, au premier rang desquelles les États-Unis, percevaient alors la Russie comme une puissance régionale à même d'en assurer la stabilité. Cette perception s'illustre notamment à travers le discours du président George H. W. Bush, prononcé le 1er août 1991 à Kyiv, où celui-ci mit en garde contre le risque de « nationalisme suicidaire » auquel pourrait se prêter une Ukraine indépendante de l'Union soviétique : « Les Américains ne soutiendront pas ceux qui recherchent l'indépendance pour remplacer une tyrannie lointaine par un despotisme local. Ils n'aideront pas ceux qui promeuvent un nationalisme suicidaire fondé sur la haine ethnique³ ».

En amont de son indépendance, en 1990, l'Ukraine déclara sa volonté de devenir un État neutre, et son adhésion à trois principes de la non-prolifération : elle n'accepterait pas, ne produirait pas et n'acquerrait pas d'armes nucléaires⁴. Dans une lettre adressée à son homologue ukrainien, le président Bush tenta de le convaincre d'aller plus loin et d'emprunter résolument la voie de la dénucléarisation, en l'assurant du soutien diplomatique et militaire des États-Unis en cas d'invasion par une puissance nucléaire⁵.

Mais ces promesses ne furent pas suffisantes pour l'Ukraine, dont l'intégrité territoriale était déjà remise en cause par la Russie⁶, et qui se montra, par conséquent, réticente à se séparer de l'entièreté de son arsenal nucléaire. Le 18 novembre 1993, alors qu'elle devait ratifier le protocole de Lisbonne, la Rada ukrainienne (Parlement ukrainien) ne s'engagea finalement qu'à se séparer de 42 % des têtes nucléaires ukrainiennes et de 36 % des véhicules de transport de ces dernières, conditionnant la destruction du reste ainsi que la ratification du traité de non-prolifération à l'obtention de « garanties fiables de sa sécurité » par les autres puissances nucléaires⁷.

Un peu plus d'un an plus tard, le 5 décembre 1994, craignant d'être mise au ban de la communauté internationale, l'Ukraine signa finalement le mémorandum de Budapest, prélude à la ratification du traité de non-prolifération nucléaire. Dans ce texte, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis s'engageaient « à respecter l'indépendance, la souveraineté et les frontières existantes de l'Ukraine », « à ne pas menacer ou faire usage de la force contre l'intégrité politique ou territoriale de l'Ukraine » et, enfin, à « demander une aide immédiate au Conseil de sécurité des Nations unies pour fournir une assistance à l'Ukraine » si elle devait être victime d'une agression impliquant des armes nucléaires⁸. Kyiv obtint des « assurances de sécurité », mais non les « garanties » qu'elle souhaitait et percevait comme plus contraignantes, notamment pour la Russie.

Un débat linguistique eut lieu autour des dispositions de ce mémorandum ; la version anglophone des accords mentionnant des « assurances », tandis que les versions ukrainiennes et russes du texte mentionnent respectivement en ukrainien et russe des « garanties ». Indépendamment de la traduction utilisée, les agressions russes de l'Ukraine de 2014 et de 2022 ont prouvé

2 17 % de l'arsenal soviétique, le reste étant réparti entre la Russie, le Bélarus et le Kazakhstan.

3 Chicken Kyiv speech: <https://bush4library.tamu.edu/archives/public-papers/3267>

4 Titre 9 de la déclaration de souveraineté de l'État, 16 juillet 1990 : <https://zakon.rada.gov.ua/cgi-bin/laws/main.cgi?nreg=55%2D12#Text>

5 <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/letter-us-president-g-h-w-bush-ukrainian-president-l-kravchuk>

6 Décision du parlement russe du 22 mai 1992 de déclarer le transfert de la Crimée à l'Ukraine de 1954 comme illégal.

7 <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/3624-12#Text>

8 <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%203007/Part/volume-3007-I-52241.pdf>

le peu de considération du Kremlin pour ce texte. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, niait en effet, lors d'une interview accordée en 2016, toute violation, expliquant que le mémorandum « ne contient qu'une seule obligation, celle de ne pas utiliser d'armes nucléaires contre l'Ukraine », menace que « personne » n'aurait exercée contre l'Ukraine⁹. Une interprétation discutable, alors que l'article 2 du mémorandum oblige les États signataires à « s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de l'Ukraine ».

À l'aune de ces agressions répétées contre l'Ukraine par la Russie, il convient de tirer des leçons de ce mémorandum de Budapest.

L'Ukraine ne saurait payer le prix de l'agenda géopolitique d'autres puissances.

En 1994, les signataires du mémorandum de Budapest s'étaient accordés sur un texte relativement peu contraignant pour les parties signataires (à l'exception de l'Ukraine), afin de mettre en œuvre la politique de dénucléarisation, qui était alors leur priorité. La faiblesse des engagements pris à l'époque a permis à la Russie de violer l'accord à deux reprises, sans conséquences majeures. Dans la recherche d'un accord de paix, il importe que la sécurité et l'intégrité de l'Ukraine ne soient pas compromises par la volonté de l'administration américaine d'atteindre rapidement ses objectifs de politique étrangère.

Un mémorandum n'est pas un texte contraignant. L'une des principales faiblesses du mémorandum de Budapest est qu'il ne comporte aucune obligation juridique. En 1994, les Occidentaux ont certes obtenu des engagements de la part de la Russie, mais n'ont pas su mettre en place des dispositifs juridiques nécessaires pour s'assurer de leur respect. Or, dès 1993, les législateurs ukrainiens mettaient en garde contre la signature d'un accord non contraignant pour la Russie. Un accord de paix qui n'inclurait pas de mécanismes de sanction efficaces en cas de violation, risquerait de conduire à une reproduction des erreurs commises à Budapest en 1994.

Les assurances doivent devenir de véritables garanties. Lors des agressions russes contre l'Ukraine de 2014 et de 2022, qui furent des violations flagrantes du mémorandum de Budapest, les « assurances de sécurité » prévues par le texte ont démontré l'ampleur de leurs limites. Ces derniers mois, les dirigeants occidentaux ont martelé l'importance de fournir à Kyiv de véritables « garanties de sécurité », une évolution qu'il convient de saluer, mais dont la portée doit être nuancée tant que celles-ci ne seront pas clairement définies et assorties des mécanismes permettant leur déploiement rapide et efficace, tels que ceux proposés par la coalition des volontaires (présence militaire en Ukraine, sur terre, dans les airs et en mer, de soldats issus de 26 États de la coalition, afin de garantir le respect de la paix).

Le dialogue avec la Russie ne fonctionne pas.

La dernière disposition du mémorandum de Budapest prévoyait qu'en cas de violation de ce dernier, un dialogue serait établi entre les parties signataires. Les invasions de l'Ukraine de 2014 et de 2022 ont démontré les limites de ce type de clause avec la Russie. Les demandes irréalistes qu'elle a formulées lors des derniers pourparlers en Turquie (revendications territoriales importantes, neutralité de l'Ukraine, limitation de ses capacités militaires, etc.¹⁰), ainsi que les bombardements de zones civiles menés pendant le sommet d'Anchorage, prouvent le manque de fiabilité du Kremlin. Dès lors, seule la fermeté, par des sanctions et des garanties de sécurité fortes pour l'Ukraine, permettra d'assurer le respect par la Russie d'un futur accord de paix.

L'affaiblissement de l'Ukraine n'est pas une solution.

Bien que le désarmement nucléaire de l'Ukraine ait eu une certaine logique historique, la question de la démilitarisation (plus large) de l'Ukraine reste une demande régulièrement invoquée par les dirigeants russes. Les Occidentaux doivent prendre conscience que seule une armée ukrainienne forte permettra de mettre fin aux ambitions impérialistes russes, et ne devront donc pas céder face aux revendications de Moscou sur les prétendues « causes profondes de la guerre ».

⁹ <https://www.brookings.edu/articles/mr-lavrov-russia-and-the-budapest-memorandum/>

¹⁰ <https://kyivindependent.com/as-russia-sticks-to-hardline-demands-during-peace-talks-europe-frustrated-with-trumps-swerves-bloomberg-reports/>

La Russie n'est pas une puissance stabilisatrice pour la région. Les signataires occidentaux du mémorandum de Budapest percevaient, à cette époque, la Russie comme une puissance à même d'être garante de la sécurité régionale. C'est entre autres pour cette raison qu'ils lui confièrent la gestion de l'arsenal nucléaire soviétique. Cependant, les invasions de la Géorgie (1992-1993 ; 2008) et de l'Ukraine (2014 ; 2022) ont démontré qu'elle est en réalité une puissance déstabilisatrice, mue par des velléités impérialistes et révisionnistes. Au vu de cette succession d'évènements, il n'est plus possible de faire preuve de complaisance à l'égard de la Russie, qui doit être considérée et traitée comme une puissance agressive.

II • Minsk, 2014/2015 – La Russie joue la montre

Les accords de Minsk offrent un angle d'analyse différent, puisqu'ils font suite à la première invasion russe de l'Ukraine moderne. À la fin de l'année 2013, des manifestations ont éclaté à Kyiv suite à la décision du président Viktor Ianoukovytch de suspendre les négociations sur la ratification de l'accord d'association avec l'Union européenne, au profit d'un rapprochement avec la Russie. Ce revirement, perçu comme une trahison de l'orientation pro-européenne par une partie importante du peuple ukrainien, a donné lieu à l'un des plus importants mouvements de contestation de l'histoire du pays : Euromaïdan. Alors que le mouvement prenait de l'ampleur début 2014, et que la répression s'accroissait à mesure que le pouvoir de Ianoukovytch s'effritait, la Russie tenta de profiter de la vulnérabilité de l'État ukrainien pour y consolider ses intérêts.

C'est ainsi qu'en février 2014, elle s'empara de la Crimée, une péninsule hautement stratégique en raison de son emplacement sur les rives de la mer Noire et de l'accueil qu'elle

offre à une partie de la flotte russe. L'augmentation progressive du personnel militaire russe, l'apparition de check-points tenus par des soldats sans insignes à Armyansk et Chongar, ainsi que la capture de bases militaires ukrainiennes par les forces pro-russes aboutirent à l'annexion par l'infiltration de la Crimée¹¹. Le 16 mars, quelques jours après la tenue d'un référendum illégal¹² dans la péninsule, Vladimir Poutine entérina l'annexion par décret.

Parallèlement, des opérations militaires furent lancées dans les oblasts de Louhansk et Donetsk, frontaliers de la Russie. Le 12 avril 2014, des forces séparatistes dirigées par Igor Girkin (ancien colonel du FSB), et soutenues matériellement et financièrement par Moscou, s'emparèrent de bâtiments administratifs à Sloviansk et Kramatorsk, déclenchant un conflit armé avec Kyiv. Mal préparée et désorganisée, l'armée ukrainienne peina à faire face, subissant de lourds revers, alors que l'implication militaire russe, elle, s'intensifiait. Triste symbole de cette domination, le massacre d'Ilovaïsk, le 29 août 2014, au cours duquel 366 soldats ukrainiens battant retraite perdirent la vie sous les bombes et les balles des séparatistes.

Les alliés européens de Kyiv, s'inquiétant d'un potentiel effondrement militaire complet de l'Ukraine et de l'implication croissante de troupes russes (malgré les dénégations du Kremlin), réactivèrent alors les canaux diplomatiques. Sous l'égide du format de Normandie (Allemagne, France, Ukraine, Russie)¹³, des négociations du groupe de contact trilatéral (Ukraine, Russie, OSCE) aboutirent à la signature du protocole de Minsk, le 5 septembre 2014. Signé par les représentants de l'OSCE, de l'Ukraine, de la Russie et des forces séparatistes (Aleksandr Zakhartchenko pour Donetsk, Igor Plotnitski pour Louhansk), ce protocole prévoyait :

- la mise en œuvre d'un cessez le feu ;
- le retrait du matériel et du personnel mili-

¹¹ <https://www.bbc.com/news/world-europe-26644082>

¹² Référendum illégal au titre du droit international, qui reconnaît l'intégrité des États et ne reconnaît pas le droit au séparatisme d'un groupe ou d'une région, à moins que son droit à l'auto-détermination par l'État central, ou que de grave violation des droits de l'Homme soit commises par ce dernier. Illégal également au titre de l'article 73 de la Constitution ukrainienne qui prévoit que toute altération du territoire ukrainien devra se faire « exclusivement par référendum national ».

¹³ Format créé en marge des commémorations du débarquement de Normandie, le 6 juin 2014, par la France et l'Allemagne, et qui ont conduit à une rencontre entre le président ukrainien, Petro Poroshenko, et le président russe, Vladimir Poutine.

taire illicite se trouvant en Ukraine ;

- le lancement d'un processus de décentralisation dans les oblasts séparatistes ;
- l'organisation d'élections locales anticipées ;
- la libération des personnes illégalement détenues ;
- l'adoption d'une loi d'amnistie¹⁴.

Ce protocole, dit de Minsk I, fut complété le 19 septembre par un protocole additionnel précisant les modalités du cessez-le-feu¹⁵. Mais sur le terrain, celui-ci ne fut jamais respecté : les affrontements se poursuivirent et l'aide militaire russe continua d'affluer vers les territoires séparatistes¹⁶. Le 21 janvier 2015, au terme d'une bataille longue de plusieurs mois, l'aéroport de Donetsk, symbole de la résistance ukrainienne, tomba finalement aux mains des séparatistes.

Alors qu'elle se trouvait une nouvelle fois dans une situation difficile sur le plan militaire, les Occidentaux poussèrent Kyiv à reprendre les négociations. Les 11 et 12 février 2015, les dirigeants du format de Normandie se retrouvèrent à Minsk, à l'invitation du dictateur biélorusse Alexander Loukachenko, et signèrent, à l'issue de longues et âpres négociations, une version actualisée des accords, connus sous le nom de Minsk II. Celle-ci précisait les modalités du cessez-le-feu, ainsi que les conditions politiques et économiques nécessaires à un processus de paix durable.

Cette seconde version ne permit toutefois pas de mettre fin au conflit, qui entrera alors dans une phase gelée. En 2022, l'ancien président ukrainien Petro Porochenko déclara que ces accords n'avaient pas pour objectif de mettre fin aux hostilités, mais « d'écarter la menace ou, du moins, de retarder la guerre¹⁷ ». Certains observateurs estiment qu'ils ont au contraire permis à la Russie de préparer l'invasion de 2022.

Moscou fait régulièrement référence aux accords de Minsk pour justifier son invasion à grande échelle de l'Ukraine, en accusant Kyiv

de les violer en commettant notamment des actes de génocides à l'encontre des populations russophones de la région du Dombass. Cette accusation fut réfutée par la Cour internationale de justice, le 16 mars 2022, dans une ordonnance (2022/11) où elle appelle également la Russie à « suspendre immédiatement les opérations militaires qu'elle a commencées le 24 février 2022 sur le territoire de l'Ukraine »¹⁸.

Il paraît, dès lors, essentiel d'analyser les leçons qui peuvent en être tirées.

Des imprécisions qui ont bénéficié à la Russie. L'une des raisons régulièrement invoquées pour expliquer l'échec des accords de Minsk est que ceux-ci ne précisait pas l'ordre de mise en œuvre de leurs différents volets, conduisant à des interprétations divergentes des deux belligérants. La Russie considérait que le volet politique (loi de décentralisation, élections locales, etc.) devait être mis en œuvre en priorité, tandis que l'Ukraine insistait sur l'importance du volet militaire (retrait des troupes et du matériel militaire illicite, etc.) comme condition préalable à la mise en œuvre du volet politique. Cette séquence est révélatrice de la volonté de la Russie de s'immiscer dans les affaires internes de l'Ukraine, et contribua au gel du conflit, qui a bénéficié à Moscou.

La légitimité de l'État ukrainien est constamment remise en cause par la Russie. Lors des premières discussions engagées par les Européens en juin 2014, Vladimir Poutine refusait tout contact avec son homologue ukrainien Petro Porochenko, qu'il ne considérait pas comme légitime. Ce même discours est aujourd'hui repris par le Kremlin, qui exclut régulièrement toute négociation directe avec Volodymyr Zelensky, avant la tenue de nouvelles élections. Si le président russe a affirmé, face à Trump, être disposé à rencontrer prochainement son homologue ukrainien, sa proposition d'un sommet à Moscou met en doute son sérieux. En 2014, l'ingéniosité diplomatique du couple

¹⁴ https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/protocole_de_minsk_cle8daab1.pdf

¹⁵ <https://www.bbc.com/news/world-europe-30025138>

¹⁶ <https://www.osce.org/ukraine-smm/126483>

¹⁷ <https://eurosolidarity.org/2022/06/15/poroshenko-pro-minski-domovlenosti-my-otrymaly-visim-rokiv-sh-hob-stvoryty-zsu-i-vidnovyty-ekonomiku/>

¹⁸ <https://www.icj-cij.org/public/files/case-related/182/182-20220316-ORD-01-00-FR.pdf>

franco-allemand avait permis de sortir de l'impasse. En 2025, face aux tergiversations de Trump dans son soutien à Zelensky, les Européens doivent, comme ils l'ont fait après Anchorage, se montrer unis pour contenir le président américain et rester solidaires du président ukrainien.

L'objectif de la Russie est de s'immiscer dans les affaires internes de l'Ukraine. L'une des principales victoires obtenues par la Russie à travers les accords de Minsk est que ceux-ci reprenaient en partie les demandes de Moscou de réforme du système politique ukrainien (fédéralisation, élections anticipées dans les oblasts séparatistes), leur accordant ainsi une forme de légitimité. Ces tentatives d'ingérence russes sont toujours d'actualité, tant lors des pourparlers que dans l'évocation par Poutine des « causes profondes de la guerre ». Accéder à ces demandes serait cependant une solution facile qui donnerait raison au Kremlin et fragiliserait l'État ukrainien.

La Russie rejette toute responsabilité dans la guerre. En 2014, malgré son implication financière, opérationnelle et militaire dans le conflit, la Russie a toujours nié sa participation, présentant les hostilités comme un conflit interne entre Kyiv et les forces séparatistes de l'Est du pays. Son insistance pour que les séparatistes - par ailleurs non reconnus par la communauté internationale - soient signataires des accords, traduit une volonté de les placer sur un pied d'égalité avec l'Ukraine en tant que belligérants, et de s'ériger elle-même en médiatrice. Pourtant, tant en 2014 qu'en 2022, la Russie fut bel et bien l'instigatrice des guerres qui ont ensanglanté l'Ukraine, et les autorités qui les ont conduites devront porter l'entière responsabilité des crimes commis.

La frontière est une zone stratégique. La porosité de la frontière russo-ukrainienne dans les oblasts séparatistes de Donetsk et Louhansk, que les accords de Minsk n'a pas permis de résoudre, a facilité la reprise des hostilités fin 2014 et début 2015. Cette situation a empêché toute résolution durable du conflit, en laissant circuler librement

hommes et armes entre la Russie et les régions séparatistes. La gestion de cette zone devra impérativement être au cœur de futurs accords de paix afin d'éviter une nouvelle escalade, ou un nouveau gel du conflit.

Il est important que l'Ukraine négocie en position de force. Les deux composantes des accords de Minsk ont été signées à des moments où l'Ukraine se trouvait en position de faiblesse militaire face à la Russie. Ce contexte, couplé à la mansuétude de Occidentaux, a indéniablement donné l'ascendant à la Russie, comme en témoigne le déséquilibre entre les concessions exigées de Kyiv et celles demandées à Moscou. Le soutien financier et militaire à l'Ukraine doit donc se poursuivre pour lui permettre de négocier en position de force face à la Russie.

La paix temporaire n'arrête pas les ambitions impérialistes de Poutine et révisionnistes. Si les Occidentaux et Kyiv se sont un temps accommodés et même félicités des accords de Minsk, qui ont permis une cessation temporaire des hostilités, il apparaît clairement, à la lumière de l'invasion de 2022, que ceux-ci n'ont pas mis fin aux ambitions impérialistes de la Russie. Le texte publié par Vladimir Poutine le 12 juillet 2021 intitulé « L'unité historique des russes et des ukrainiens », en est un triste rappel. Décrit comme « sans intérêt d'un point de vue historique » par Timothy Snyder¹⁹, historien spécialiste de l'Ukraine, cette réécriture de l'histoire présente une « Russie dépouillée » et séparée de force par les puissances occidentales d'une Ukraine avec laquelle elle ne formerait pourtant « qu'un seul peuple »²⁰. À défaut de pouvoir empêcher Vladimir Poutine de développer ces narratifs révisionnistes, le futur accord de paix qui sera conclu devra tenter d'empêcher leur expression impérialiste, en s'attaquant à leurs causes profondes : l'impunité dont a joui la Russie et l'absence de réaction forte des Occidentaux à ses violations répétées du droit international ces dernières décennies.

19 <https://euromaidanpress.com/2021/12/08/timothy-snyder-putins-essay-on-ukraine-creates-mythical-history-to-cover-foreign-policy-failures/>

20 <http://www.en.kremlin.ru/events/president/news/66181>

• Conclusion

Ce tour d'horizon historique montre qu'il est **difficile d'avoir confiance en la Russie**, tant elle a systématiquement violé ses engagements passés. Cependant, en l'absence de perspective de résolution militaire du conflit, il est probable que celui-ci soit réglé par des négociations. Or, pour que la paix soit juste et durable, les Occidentaux, principaux alliés de l'Ukraine, devront **éviter de reproduire les erreurs du passé**.

La Russie est une puissance agressive qui porte l'entière responsabilité de la guerre en cours en Ukraine. Pour qu'un accord de paix soit juste, il devra éviter toute complaisance à l'égard de Moscou et **établir une distinction claire entre l'agresseur et l'agressé**. Pour qu'il soit durable, cet accord devra contenir les ambitions impérialistes russes, qui ont ensanglanté son voisinage ces dernières décennies, afin d'empêcher leur résurgence. Il devra donc non seulement être contraignant pour la Russie sur le plan juridique, mais également être **accompagné de garanties de sécurité concrètes pour l'Ukraine et de mécanismes de mise en œuvre clairs**, afin d'assurer à Kyiv que Moscou ne pourra plus porter atteinte à son intégrité territoriale.

Cependant, un tel accord ne pourra être atteint que si l'Ukraine se trouve en position de force militaire et diplomatique face à la Russie. **Le soutien occidental est, à ce titre, essentiel**, pour obtenir à la fois une paix juste et durable, et garantir la sécurité de l'Ukraine, deux impératifs qui sont les deux faces de la même médaille – à savoir la sécurité de l'ensemble du continent européen.

Managing Editor: Sylvie Matelly • The document may be reproduced in part or in full on the dual condition that its meaning is not distorted and that the source is mentioned • The views expressed are those of the author(s) and do not necessarily reflect those of the publisher • The Jacques Delors Institute cannot be held responsible for the use which any third party may make of the document • Original version • Edited by Marjolaine Bergonnier • © Notre Europe - Jacques Delors Institute

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
17 rue d'Antin, 75002 Paris, France
www.delorsinstitute.eu • info@delorsinstitute.eu



This project is funded by the European Commission's Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) under project number 101194174 – IJD 2025.